



**Port Autonome**  
**266 Route de la Noue**  
**78520 Limay**



**DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE**

**IKEA FRANCE - PLATEFORME LOGISTIQUE DE LIMAY**

**PIECE JOINTE N°8 CERFA**

**VERSION 2 – FEVRIER 2024**


Ce dossier a été réalisé avec



**ELVIA GROUP**  
**27 rue de la Gare**  
**94230 Cachan**




**APAVE**  
**Bâtiment IRIS rue Charles Michels**  
**93284 SAINT DENIS CEDEX**

	<b>DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE</b>	Février 2024
	- PIECE JOINTE N°8 -	Page : 2

La présente pièce jointe comporte 25 pages.

VALIDATION

VERSION	DATE	ETABLI PAR	APPROUVE PAR IKEA	OBJET DE LA MODIFICATION
1	Novembre 2023	Julien MARMORAT		
2	Février 2024	Julien MARMORAT		

	DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE	Février 2024
	- PIECE JOINTE N°8 -	Page : 3

## **PIECE JOINTE N°8<sup>1</sup>**


### **SYNTHESE DES MESURES ENVISAGEES**

Synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L.181-3, L.181-4 et R181-43 (article R.181-13 du Code de l'Environnement).

*Pièce facultative.*


---

<sup>1</sup> Référence au formulaire CERFA n°15964\*02

	<b>DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE</b>	Février 2024
	- PIECE JOINTE N°8 -	Page : 4

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRINCIPALES REGLEMENTATIONS APPLICABLES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>DETAIL DES PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES DE L'AMPG DU 11/04/2017 RELATIF A LA RUBRIQUE 1510 .....</b>	<b>6</b>

	DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE	Février 2024
	- PIECE JOINTE N°8 -	Page : 5

## 1 PRINCIPALES REGLEMENTATIONS APPLICABLES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Ce paragraphe rappelle les principaux textes réglementaires applicables à l'entreprise en matière de protection de l'environnement. Cette liste n'est pas exhaustive et déborde (pour certains textes cités ici, pour information) des activités de l'entreprise et donc des règlements qui lui sont strictement applicables.

### Textes de base :

- Le Code de l'Environnement ;
- Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) codifiée dans le livre V du code de l'environnement ;
- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- Le décret du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des ICPE, codifié par le Code de l'Environnement ;
- Le décret n°77-1133 21 du septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 relative aux ICPE, codifié dans le livre V du code de l'environnement,
- Le décret n°2007-397 relatif à la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;
- Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, codifié dans la partie réglementaire du livre V du Code de l'Environnement ;
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées soumises à autorisation ;
- L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- L'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- L'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185
- L'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)



## 2 DETAIL DES PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES DE L'AMPG DU 11/04/2017 RELATIF A LA RUBRIQUE 1510

L'ensemble de la conformité à l'AMPG n'est pas réalisé de manière exhaustive. Elle se concentre principalement sur les dispositions constructives et les mesures de prévention et de sécurité prévues au stade du projet. Elle ne détaille pas les prescriptions qui relèvent des conditions d'exploitation futures.

Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<b>2. Règles d'implantation</b>	
<p>I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <p>« - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »</p> <p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90</p>	<p>L'entrepôt est implanté à plus de 20 m des limites de propriété.</p> <p>Le respect des distances d'éloignement liées aux flux thermiques est développé dans l'étude de dangers.</p> <p>A noter que les résultats de l'étude de flux thermique réalisée avec FLUMILOG démontrent qu'aucun flux supérieur à 3 kW/m<sup>2</sup> n'est observé au-delà des limites de propriété.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire.</p> <p>Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>	
<b>3.1. Accessibilité au site</b>	
<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. »</p>	<p>Le site possède 4 accès séparés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 accès principal à l'est pour les poids lourds depuis la rue de la noue</li><li>- 3 accès au sud-ouest depuis la rue des prés de la mer dont :<ul style="list-style-type: none"><li>o 1 dédié pour les poids-lourds</li><li>o et 2 pour les véhicules légers.</li></ul></li></ul> <p>Des zones de stationnement pour les poids-lourds et les véhicules légers sont prévues afin de ne pas occasionner de gênes pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers (le portail sera facilement débrayable).</p>
<b>3.2. Voie " engins "</b>	
<p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li></ul>	<p>Le site est accessible pour les véhicules de secours via une voie engins sur chaque façade. Cette voie engins est constituée d'une double voie, le dépassement des véhicules étant donc possible, et cheminent le long des 4 façades du bâtiment.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li></ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p>	<p>Le projet prévoit une voie engin en impasse dans l'angle sud-est du site, car la continuité de celle-ci sur toute la périphérie du site est rendue impossible à cet endroit par la saillie des bureaux au rdc du CDC et les aménagements extérieurs (voies principales d'accès piétons, aménagements paysagers et bassin d'assainissement), présents dans cette partie du site.</p> <p>Cette voie engin, sur sa partie en impasse, respecte les prescriptions suivantes : largeur 7m sur 40m de longueur, avec une aire de retournement de 20m de diamètre en extrémité ».</p> <p>Depuis l'aire de retournement, un cheminement piéton de largeur 1,80m pour la mise en place des dévidoirs des véhicules de secours a été intégré à l'angle Sud-Est du bâtiment, suite à demande du SDIS 78.</p> <p>Il est prévu que cette voie engins respecte les caractéristiques précisées ci-contre.</p>





Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<b>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</b>	
<p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;</li><li>- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</li></ul> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p>	<p>La longueur des murs coupe-feu séparatifs étant supérieure à 50 mètres, il est nécessaire de prévoir au moins une aire de mise en station à chaque extrémité des murs coupe-feu séparatifs (soit en façades nord et sud). Il est prévu 5 aires en façade nord et 5 aires en façade sud.</p> <p>Les aires prévues auront pour dimension 10 m x 7 m.</p> <p>Toutes les aires seront implantées à une distance comprise entre 1 et 8 m du bâtiment.</p> <p>Les autres dispositions (matérialisation, accessibilité, résistance) seront respectées et intégrées au cahier des charges constructeur.</p> <p>En complément, ces murs coupe-feu sont équipés d'un système d'irrigation. Ce dispositif est commandé par des vannes manuelles situées en façade Nord au droit de chaque mur séparatif REI 120 entre cellules ; des consignes de sécurité seront données à l'exploitant du site concernant leur fonctionnement et leur entretien.</p> <p>Le dimensionnement des débits de ces rideaux d'irrigation est de 15 l/mn/ml de mur. La source d'eau spécifique à ce système d'irrigation des murs est située à l'extérieur près des 2 sources sprinkler et de la source PI à l'extérieur près de l'angle Nord-Est du bâtiment. Le volume de la réserve est de 780 m<sup>3</sup> pour permettre une irrigation simultanée de 2 faces de murs d'une cellule pendant 2 heures.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li><li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li><li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li><li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.</li><li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li></ul>	
<b>3.3.2. Aires de stationnement des engins</b>	
<p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li><li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li><li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li></ul>	<p>12 poteaux incendie ceinturent le bâtiment. A proximité de chacun de ces poteaux est prévue une aire de stationnement des engins de dimension 4m x 8m.</p> <p>Les aires de mises en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins sont représentées sur le plan de sécurité joint en annexe de l'EDD (PJ n°49).</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.</p> <p>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p>	
<b>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</b>	
<p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p>	<p>Le plan de sécurité joint en annexe de l'EDD (PJ n°49) permet de visualiser les dispositions décrites ci-contre.</p> <p>En complément, il est rappelé que depuis l'aire de retournement, un cheminement piéton de largeur 1,80m pour la mise en place des dévidoirs des véhicules de secours a été intégré à l'angle Sud-Est du bâtiment, suite à demande du SDIS 78.</p>
<b>4. Dispositions constructives</b>	
<p>« L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. »</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Structure des cellules : poteaux en béton armé et charpente en béton stabilité au feu de 1h (R60).</li><li>- La toiture est métallique multicouches, supportée par des poutres et pannes de toiture ayant une performance R30.</li><li>- Séparation des cellules par des parois constituées de panneaux en béton armé leur conférant un degré de résistance au feu de 120 minutes sans dépassement en toiture : retroussement avec éléments de couverture coupe feu sur 2x1 m + bande de protection supérieure incombustibles d'étanchéité M0 sur 5 m à l'axe des murs.</li></ul>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li><li>- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li><li>- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</li></ul> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Façades extérieures nord et sud : bardage pare-flamme EW120 équipé de portes de quai.</li><li>- Cellule B : Paroi ouest béton REI 120 toute hauteur</li><li>- Cellule F : Paroi est béton REI 120, sur une hauteur de 6 mètres et retours REI 120 toute hauteur, au niveau des cuves sprinkler au Nord-est, et au niveau des bureaux au Sud-est.</li><li>- Les 5 cellules de stockage sont sprinklées et les murs séparatifs coupe-feu disposent d'un système d'irrigation en eau. Chaque système est alimenté par sa propre source d'eau située au nord-est de la cellule F.</li><li>- Les bureaux et locaux sociaux, les guichets de retrait et dépôt des marchandises seront isolés des cellules de stockage par des murs REI 120 jusqu'en toiture avec un retroussement REI120 en sous-face de la couverture sur une largeur de 1m de chaque côté des murs REI 120 des blocs de bureaux/sociaux. Les portes d'intercommunication seront au moins EI 120 et munies de fermetures.</li></ul>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>« A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p>	
<b>5. Désenfumage</b>	
<p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre</p> <p>« sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p>	<p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure et a une hauteur de 2 mètres. Cependant, les écrans ont dû être réduits à 1,70 m dans la zone de stockage automatisé (HDP) uniquement des cellule B et C comme décrit ci-dessous :</p> <p>- de hauteur 1,70 m au-dessus de la zone HDP (égale à la hauteur des poutres découpées pour permettre le passage des transstockeurs. Ces écrans sont considérés de hauteur 1,70 m sur toute leur longueur de façon sécuritaire,</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p>	<p>- de hauteur 2 m aux extrémités de l'entrepôt.</p> <p>La hauteur de 1,70 m des écrans de cantonnement est dérogatoire aux règles prescrites dans l'Arrêté du 11 avril 2017 modifié.</p> <p>Cependant, l'étude d'ingénierie incendie réalisée par EFACTIS a été mise à jour pour vérifier que le système de désenfumage reste adapté et compatible avec les conditions d'évacuation du personnel et les conditions d'interventions des secours pour cette hauteur d'écran de cantonnement (réf. 21-002791e-NDB) – cf. PJ n°49 EDD.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'évacuation des fumées est réalisée par 59 exutoires de surface utile unitaire 4,6 m<sup>2</sup> offrant une surface utile d'évacuation (SUE) supérieure ou égale à 2%.</p> <p>L'emplacement des commandes manuelles a été précisé à proximité des issues de secours.</p> <p>Le désenfumage des locaux sociaux et bureaux, se fera naturellement. Les locaux sociaux et bureaux ont été dimensionnés en prenant en compte ce point réglementaire.</p> <p>Les amenées d'air dédiées au désenfumage seront ouvertes manuellement par le personnel de sécurité dans le respect des consignes et procédures mises en place. Il y aura une procédure spécifique pour l'ouverture du désenfumage manuellement par le personnel de sécurité.</p> <p>Le déclenchement du système d'extinction incendie par sprinklers est intrinsèque à l'installation. Il n'y a pas de lien entre le déclenchement du sprinkler et le déclenchement du désenfumage.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
	<p>Les thermo-déclencheurs des sprinklers seront tarés à une température de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Sous toiture : 93°C (ampoule verte)</li><li>- En racks : 68°C (ampoule rouge)</li></ul> <p>Le désenfumage sera à pilotage soit manuel depuis les commandes localisées ou depuis le CMSI soit automatique depuis les thermo-déclencheurs installés sur chaque exutoire. Ils seront tarés à une température supérieure à 30° des sprinklers soit minimum 123°C.</p>
<b>6. Compartimentage</b>	
<p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m<sup>3</sup>, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</li><li>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »</li></ul> <p>« - » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un</p>	<p>L'entrepôt est compartimenté en 5 cellules B à F de moins de 12 000 m<sup>2</sup> chacune.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stocké est estimé à 46 000 m<sup>3</sup> pour 73 500 tonnes de marchandises.</p> <p><b>Les cellules sont séparées par des parois constituées de panneaux en béton armé leur conférant un degré de résistance au feu de 120 minutes sans dépassement en toiture.</b></p> <p><b>Un dispositif équivalent sera mis en place : un retroussement avec éléments de couverture coupe feu sur 2x1 m + bande de protection supérieure incombustibles d'étanchéité M0 sur 5 m à l'axe des murs sera mis en place.</b></p> <p>Les parois séparatives seront prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 m de part et d'autre (les retours des MCF sont représentés sur le plan de sécurité incendie en PJ n°2).</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (portes, convoyeurs...) seront munies de dispositifs de fermeture ou calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent ».</p> <p>Les portes situées dans les murs REI 120 présenteront un classement EI 2 120 C.</p> <p>Pour rappel, les façades extérieures nord et sud sont prévues en bardage pare-flamme EW120 équipées de portes de quai.</p>





Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <p>- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <p>- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>	
7. Dimensions des cellules	
<p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> <p>(...)</p>	<p>L'entrepôt est compartimenté en 5 cellules (B à F) de moins de 12 000 m<sup>2</sup> chacune de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 cellules automatisées HDP (B et C) : hauteur au faîtage max de 19,60 m</li><li>- 3 cellules standard « racks conventionnels » (D, E et F) : hauteur au faîtage max de 14,50 m</li></ul> <p>Les 5 cellules de stockage sont sprinklées et les murs séparatifs coupe-feu disposent d'un système d'irrigation en eau. Chaque système est alimenté par sa propre source d'eau située au nord-est de la cellule F.</p>





Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<b>11. Eaux d'extinction incendie</b>	
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li><li>- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>« Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national</p>	<p>Les 2 bassins de rétention eaux pluviales/rétention des eaux d'extinction seront de type bassin aérien en géomembrane pour permettre le confinement des eaux incendie. Des relevages intégrés aux bassins renverront les eaux gravitairement vers un regard d'assainissement en limite de parcelle et raccordé sur le réseau existant Rue de la Noue, ce regard sera équipé d'un clapet anti-retour. Des relevages après bassin serviront de vannes de confinement, les systèmes de confinement seront asservis à la détection incendie.</p> <p>Conformément à la demande de la DRIEAT78 dans son courrier du 30/01/2023, dans le cas d'un bassin unique pour la gestion des eaux pluviales et pour la rétention des eaux d'extinction incendie, la gestion du bassin doit permettre de disposer d'une capacité disponible toujours supérieure au plus grand de ces deux volumes. Dans ce cas, la capacité du bassin doit être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Volume obtenu à partir de la période de retour définie dans les SDAFE ou SAGE (si existant) : la période de retour définie dans le SDAGE 2022-2027 est 30 ans.</li><li>- Somme du volume de la pluie décennale d'une durée de 24h et du volume des eaux d'extinction incendie à retenir (généralement défini par la méthode de calcul du référentiel D9A) duquel on soustrait les « volumes d'eaux liés aux intempéries » prévus par la D9A.</li></ul> <p>Dans le cas présent, le plus grand volume pris en compte pour le calcul du volume du risque incendie est le suivant :</p> <p>Volume pluviométrique occurrence décennal et calcul D9 (duquel on soustrait les « volumes d'eaux liés aux intempéries », le volume global sera de 6 881 m3 pour le bassin 01 et 3 131 m3 pour le bassin 02, soit un volume global de 10 012 m3 de rétention/confinement eaux d'extinction.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020 ). »</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>	
<b>12. Détection automatique d'incendie</b>	
<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>(...)</p>	<p>Le site dispose d'une centrale incendie de type 1A, indépendante du système de sprinklage, avec les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Détection incendie des cellules par système d'aspiration multi ponctuelle (VESDA) sans temporisation pour les cellules B et C de la zone de stockage HDP.</li><li>- Détection des locaux bureaux, de leurs plénums et locaux techniques par capteurs ponctuels (optiques et autres).</li><li>- Asservissement des portes coupe-feu, arrêts convoyeurs, arrêt ventilation, séparateurs d'hydrocarbures, vanne d'isolement du bassin de rétention incendie...etc.</li><li>- L'alarme incendie sera audible en tous points du bâtiment durant plus de 5 minutes.</li><li>- L'alarme incendie est reportée au poste de garde et à la télésurveillance en l'absence de personnes au poste de garde.</li><li>- Un report des systèmes de détection incendie et sprinklers seront reportés vers un centre de télésurveillance avec appel de personnes. Une levée de doute pourra se faire également depuis la</li></ul>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
	<p>vidéosurveillance.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Des flashs seront installés dans les sanitaires, vestiaires. Dans les entrepôts des flashs compléteront les sirènes dans les zones bruyantes.</li></ul>
<b>13. Moyens de lutte contre l'incendie</b>	
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none"><li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li><li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li></ul></li></ul> <p>(...)</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p>	<p>12 poteaux incendie sont disposés sur le site, éloignés d'une distance inférieure à 150 m, selon règles D9A.</p> <p>Ces poteaux sont alimentés par la réserve incendie de 1560 m3 située à l'angle nord-est du bâtiment.</p> <p>Le débit unitaire prévu est de 120 m3 /h par poteau d'incendie, avec 6 PI en fonctionnement simultané.</p>
<ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li></ul>	<p>Le site dispose d'extincteurs qui respectent les règles d'installation R4 et R5 de l'APSAD et sont répartis sur l'ensemble du site.</p>
<ul style="list-style-type: none"><li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li></ul> <p>« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p>	<p>En dehors des zones HDP, un Réseau d'Incendie Armé (RIA) est mis en œuvre dans le bâtiment, conforme à la réglementation en vigueur, tout point du bâtiment étant accessible par 2 jets de lance.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>(...)</p>	<p>La réserve incendie alimentant les 12 poteaux incendie est située à l'angle nord-est du site.</p> <p>Le calcul D9 est présenté dans l'étude de dangers (cf. PJ n°49) : le débit retenu obtenu est de 720 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>A la demande du SDIS 78, la réserve d'eau a été dimensionnée pour 130 minutes d'autonomie, soit un volume total de 1560 m<sup>3</sup>.</p> <p>La réserve dispose d'1 motopompe diesel de 720 m<sup>3</sup>/h - 220kW.</p> <p>Le fonctionnement est dimensionné pour alimenter 6 poteaux incendie de 120 m<sup>3</sup>/h en simultané.</p>
<p>« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>(...)</p>	<p>L'installation de système d'extinction automatique d'incendie est constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 Réserves d'eau de 850 m<sup>3</sup></li><li>- 2 motopompes diesel de 590 m<sup>3</sup>/h - 200kW</li><li>- Protection sous toiture et dans les racks</li><li>- Dimensionnent suivant les règles APSAD R1</li><li>- Densité 15 l/min / m<sup>2</sup> : SI de 260 m<sup>2</sup></li></ul> <p><u>Remarque complémentaire :</u> La conception en elle-même du sprinkler est doublée avec 2 cuves et 2 pompes. L'installation est donc secourue à 100% c'est la règle APSAD qui l'impose.</p> <p>Pour les rideaux d'eau et pour les poteaux incendie, pas de règles de conception. L'installation n'est pas prévue doublée.</p> <p>Les motopompes diesel des sprinklers mais aussi des poteaux incendie et des rideaux d'eau seront testées toutes les semaines et que l'installation sera monitorée en alarme pour remonter les éventuels défauts techniques.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
	<p>En cas de coupure électrique 3 groupes électrogènes de 1500 kVA assurent le secours de 100% du process et 50% du bâtiment et bornes de recharges.</p> <p>Pour la partie défense incendie, comme indiquée, en cas de coupure de courant, les installations fonctionneront depuis les motopompes diesel qui ont une autonomie de plus de 6 heures (règles APSAD).</p> <p>En cas de coupure électrique, avant démarrage des motopompes, des batteries sont prévues pour permettre le démarrage automatique.</p>
<b>14. Evacuation du personnel</b>	
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>	<p><b>Le projet respecte les prescriptions suivantes excepté pour les cellules B et C de la zone HDP pour lesquelles une demande d'aménagement est demandée pour la prescription suivante : « En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé ».</b></p> <p>En effet, les études d'évacuation montrent que les distances d'évacuation supérieures à 75 m sont limitées à certaines zones ponctuelles au centre des cellules B et C de picking HDP (cf. étude désenfumage réalisée par EFECTIS en annexe de la PJ n°49 – étude de dangers).</p> <p>Pour remarque, le volume 1510 calculé pour les cellules B et C uniquement est de 417 840 m<sup>3</sup> (cf. tableau issu PJ n°46). La demande de dérogation ne concerne que les cellules B et C.</p> <p>Les cellules B et C sont chacune pourvues de 4 allées entre racks dans le sens longitudinal et de 7 issues de secours.</p> <p>A titre indicatif, il est dénombré 10 portes de quai en façade Nord et 8 et 10 portes de quai en façade Sud respectivement pour les cellules B et C. Ces portes ont pour dimensions 2,8 x 3,2 m.</p> <p>A noter que, de par la taille des cellules (196,5 m), les distances d'évacuation au sein des deux allées longitudinales les plus centrales des cellules B et C peuvent être supérieures à 75 m. <b>En particulier, la distance peut atteindre jusqu'à 84 m dans ces allées.</b></p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
	<p>Les études d'ingénierie montrent que les conditions d'évacuation du personnel sont satisfaisantes y compris pour les distances à parcourir supérieures à 75 m relevées dans le cadre du projet pour les cellules B et C, dans la mesure où les moyens de prévention de sécurité suivants sont prévus dans le cadre du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le désenfumage est mis en place ;</li><li>- Un système de détection par aspiration (type VESDA) dédié est prévu dans les cellules de grande hauteur (B et C), en plus du système d'extinction automatique, permettant une mise en alerte rapide, et donc une mise en mouvement rapide pour l'évacuation du personnel.</li><li>- Aucune temporisation n'est prise en compte entre cette détection et l'alarme dans les cellules de grande hauteur (B et C) permettant une mise en mouvement précoce en cas de départ de feu</li><li>- Le personnel est sensibilisé au risque incendie et aux procédures d'évacuation, notamment par rapport à l'encombrement des zones de picking dans le HDP ;</li><li>- Le personnel est sensibilisé au risque incendie, aux risques de chute du HDP ou du stockage en cas d'incendie (aucune stabilité au feu avérée) et aux procédures d'évacuation qui devront spécifier que l'évacuation doit se faire de manière immédiate ;</li><li>- Les procédures d'intervention de maintenance à cœur du stockage dans le HDP permettent une évacuation rapide du personnel notamment celui intervenant en hauteur (exercices réguliers à réaliser). Il est rappelé qu'il est primordial que le personnel intervenant en hauteur puisse amorcer sa descente rapidement, afin d'évoluer dans de bonnes conditions et notamment d'écarter tout risque de chute du HDP pendant leur présence ;</li><li>- Le système de sprinklage est dimensionné en fonction du risque lié au combustible présent et est contrôlé pour s'assurer de son bon déclenchement en cas d'incendie.</li></ul>




Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
	<p>En complément, des mesures identifiées ci-dessus, les dispositions suivantes seront mises en place dans les allées de picking manuel des zones HDP suivant l'avis du SDIS 78 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection de la partie haute de la zone picking réalisé en grillagé (et non pas en plancher fermé), permettant la protection contre des chutes d'objets et l'évacuation des fumées,</li><li>- Renforcement de l'éclairage de sécurité prévu, avec inter-distance des blocs de secours réduite,</li><li>- Une matérialisation au sol des circulations d'issues de secours sera mise en place, afin d'y interdire tout stockage,</li><li>- Enfin, des exercices réguliers d'évacuation seront menés par les équipes d'exploitation du site, selon des procédures qui seront mises en place à la mise en service du bâtiment</li></ul>
<b>15. Installations électriques et équipements métalliques</b>	
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	<p>Des arrêts d'urgence (Elec et photovoltaïque) seront présents à proximité des 2 zones locaux transfos/électriques ainsi qu'au local PC sécurité.</p>



Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<p>« Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »</p>	
<b>17. Ventilation et recharge de batteries</b>	
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet (...)</p>	<p>La manipulation des palettes de produits stockés dans l'entrepôt se fait à l'aide d'engins de manutention. Ces chariots seront à batterie Li-Ion. Ce type de batterie ne génère pas de risque d'émanation de gaz.</p> <p>Par conséquent, il n'est pas prévu de local de charge, mais une zone de charge dans la cellule F. Cette zone sera distante de plus de 3m de toute matière combustible.</p>



	DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE	Février 2024
	- PIECE JOINTE N°8 -	Page : 25

Prescriptions applicables	Dispositions mises en place
<b>25. « Surveillance et contrôle des accès »</b>	
<p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. »</p>	<p>Le site sera surveillé 24h/24, 7j/7 par la présence d'un gardien au niveau de l'entrée.</p>